

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 17/045/2007 – ÉFAI

28 septembre 2007

AU 252/07

Craintes pour la sécurité / Craintes de détention au secret

CHINE

Gao Zhisheng (h), avocat spécialisé dans la défense des droits humains, 43 ans

---

L'avocat Gao Zhisheng, spécialisé dans la défense des droits humains, n'a pas été vu depuis le 22 septembre. Sa famille n'a pas été en mesure de confirmer ce qu'il était advenu de lui. Il est possible qu'il ait été arrêté par des membres du bureau de la Sûreté de l'État, bien que les autorités chinoises n'aient fait aucune déclaration officielle au sujet de son éventuelle interpellation. Amnesty International craint que sa sécurité ne soit gravement menacée.

D'après Qi Zhiyong, militant des droits humains basé à Pékin, une dizaine de fonctionnaires en civil se sont présentés chez Gao Zhisheng le 22 septembre, avec plusieurs véhicules de police. Selon Hu Jia, autre personne en contact avec Gao Zhisheng, celui-ci a peut-être été emmené soit par des membres du bureau de la Sûreté de l'État, soit par des agents de l'Unité de la Sûreté nationale du bureau de la Sécurité publique de Pékin. Cependant, personne n'a vu qui que ce soit l'emmener. Au vu des multiples tentatives infructueuses de prise de contact avec Geng He, l'épouse de Gao Zhisheng, il semblerait que celle-ci se soit vu interdire de parler librement au téléphone.

La visite de membres des forces de sécurité au domicile de Gao Zhisheng était manifestement liée à une lettre ouverte que ce dernier avait adressée le 13 septembre au Congrès des États-unis, dont il cherchait à attirer l'attention sur la détérioration de la situation des droits humains en Chine. Il y déclarait qu'il lui était impossible, face à cette dégradation, de soutenir la tenue des Jeux olympiques dans son pays en 2008. Le 16 septembre, un groupe de policiers de l'Unité de la Sûreté nationale du bureau de la Sécurité publique de Pékin a fait irruption chez lui et fouillé son domicile. Un comité de « *surveillance et de rectification* » composé de responsables du bureau de la Sécurité publique aurait alors été mis sur pied afin de régler le cas de Gao Zhisheng.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Gao Zhisheng a été déclaré coupable d'« *incitation à la subversion* » en décembre 2006, en raison de ses activités militantes. Il avait notamment organisé une grève de la faim à Pékin, en février 2006, afin d'attirer l'attention sur le sort de plusieurs autres défenseurs des droits humains dont les droits fondamentaux avaient été bafoués, et avait publié une lettre ouverte appelant au respect de la liberté religieuse et à la fin des persécutions « *barbares* » dont le mouvement spirituel Fa Lun Gong est la cible. Les autorités l'avaient déjà contraint à suspendre les activités de son cabinet d'avocats, le cabinet Shengzhi, et l'avaient rayé du barreau fin 2005. Le tribunal avait rendu une décision pour le moins inhabituelle dans son cas, assortissant sa peine de trois ans d'emprisonnement d'un sursis de cinq ans, ce qui signifiait qu'il ne serait incarcéré que s'il commettait une infraction au cours de cette période de cinq ans (voir AU 14/06, ASA 17/001/2006, 19 janvier 2006, et ses mises à jour pour de plus amples informations).

En avril 2007, Gao Zhisheng a déclaré à d'autres militants chinois qu'il avait été traité sans ménagement par la police pendant ses quatre mois de garde à vue en 2006 : il aurait notamment été menotté et contraint à s'asseoir sur une chaise métallique, ou les jambes croisées pendant de longues périodes, face à des lumières aveuglantes. Il a indiqué avoir accepté d'« avouer » son « crime » dans le seul but de protéger sa famille.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :**

- appelez les autorités à révéler le lieu de détention de Gao Zhisheng ;

- priez-les de veiller à ce que cet homme ne soit pas torturé ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements pendant sa détention, et à ce qu'il soit autorisé à consulter des avocats, à être en contact avec sa famille et à bénéficier de tous les soins dont il pourrait avoir besoin jusqu'à sa libération ;
- exprimez votre préoccupation quant au fait que des membres de la famille de Gao Zhisheng sont soumis à une surveillance policière étroite et demandez la levée des restrictions pesant sur leur liberté de mouvement ;
- exhortez les autorités à faire le nécessaire pour que les défenseurs des droits humains puissent poursuivre leurs activités pacifiques et légitimes sans crainte de voir leurs droits humains bafoués, en particulier d'être arrêtés arbitrairement ou d'être victimes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements.

**APPELS À :**

Premier ministre de la République populaire de Chine :

WEN Jiabao Guojia Zongli  
The State Council General Office  
2 Fuyoujie, Xichengqu  
Beijingshi 100017  
Chine

**Fax :** +86 10 65961109 (*via le ministère des Affaires étrangères*) ou 2260 (*via le ministère des Communications*)

**Courriers électroniques :** [gazette@mail.gov.cn](mailto:gazette@mail.gov.cn)

**Formule d'appel :** *Your Excellency, / Monsieur le Premier ministre,*

Ministre de la Sécurité publique :

ZHOU Yongkang Buzhang  
Gong'anbu  
14 Dongchang'anjie, Dongchengqu  
Beijingshi 100741  
Chine

**Fax :** +86 10 63099216 (*l'obtention des lignes de fax peut se révéler difficile ; merci de vous montrer persévérants*)

**Formule d'appel :** *Your Excellency, / Monsieur le Ministre,*

Directeur du bureau de la Sécurité publique :

MA Zhenchuan Juzhang  
Beijingshi Gong'anju  
9 Qianmen Dongdajie  
Dongchengqu  
Beijingshi 100740  
Chine

**Fax :** +86 10 85222320

**Courriers électroniques :** [110@bjgaj.gov.cn](mailto:110@bjgaj.gov.cn)

**Formule d'appel :** *Dear Director, / Monsieur le Directeur,*

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.** APRÈS LE 9 NOVEMBRE 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.